

Arrêtés ministériels

A.M., 2023

**Arrêté 0035-2023 du ministre de la Sécurité publique
en date du 25 mai 2023**

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence du Village de Fort-Coulonge

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu que le deuxième alinéa de ce même article prévoit que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que la crue printanière et le niveau élevé de la rivière des Outaouais ainsi que de la rivière Coulonge causent des bris d'infrastructure dans le village de Fort-Coulonge, que la mise en place de différentes mesures pour assurer la sécurité de la population est requise;

Vu que le conseil municipal du Village de Fort-Coulonge a déclaré, par sa résolution 2023-05-055, l'état d'urgence local sur l'ensemble du territoire, le lundi 1^{er} mai 2023, pour une période de cinq jours, se terminant le samedi 6 mai 2023;

Vu que la situation sur son territoire demeure préoccupante, le Village de Fort-Coulonge a renouvelé, par la résolution numéro 2023-05-069, la déclaration d'état d'urgence, pour une période de cinq jours, se terminant le jeudi 11 mai 2023, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal, tenue le samedi 6 mai 2023;

Vu que le renouvellement de l'état d'urgence doit être autorisé par le ministre;

En conséquence, j'autorise le Village de Fort-Coulonge à renouveler l'état d'urgence local déclaré le lundi 1^{er} mai 2023, pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 11 mai 2023.

Québec, le 25 mai 2023

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

79918

A.M., 2023

**Arrêté 0032-2023 du ministre de la Sécurité publique
en date du 25 mai 2023**

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Municipalité de Chertsey

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que des inondations affectent le secteur du Lac Beaulne sur le territoire de la Municipalité de Chertsey, lesquelles nécessitent la mise en place de différentes mesures pour assurer la sécurité de la population;

Vu que la mairesse de la Municipalité de Chertsey, madame Michelle Joly, a déclaré l'état d'urgence dans le secteur du Lac Beaulne, le dimanche 23 avril 2023, à 16 h 30, pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

Vu que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Municipalité de Chertsey a renouvelé, par la résolution numéro 2023-193, amendée par la résolution numéro 2023-195, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant le dimanche 30 avril 2023, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le mercredi 26 avril 2023;

Vu que le renouvellement de l'état d'urgence doit être autorisé par le ministre;

En conséquence, j'autorise la Municipalité de Chertsey à renouveler l'état d'urgence local déclaré dans le secteur du Lac Beaulne, le dimanche 23 avril 2023, à 16 h 30, pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le dimanche 30 avril 2023.

Québec, le 25 mai 2023

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

79916

A.M., 2023

Arrêté 0033-2023 du ministre de la Sécurité publique en date du 25 mai 2023

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Municipalité de Chertsey

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que des inondations affectent le secteur du Lac Beaulne sur le territoire de la Municipalité de Chertsey, lesquelles nécessitent la mise en place de différentes mesures pour assurer la sécurité de la population;

Vu que la mairesse de la Municipalité de Chertsey, madame Michelle Joly, a déclaré l'état d'urgence dans le secteur du Lac Beaulne, le dimanche 23 avril 2023, à 16 h 30, pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

Vu que cet état d'urgence a été renouvelé pour une période additionnelle de cinq jours, sous réserve de l'autorisation du ministre, par la résolution numéro 2023-193 adoptée par le conseil municipal le mercredi 26 avril 2023, amendée par la résolution 2023-195;

Vu que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Municipalité de Chertsey a renouvelé, par la résolution numéro 2023-196, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant le vendredi 5 mai 2023, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le lundi 1^{er} mai 2023;

Vu que le renouvellement de l'état d'urgence doit être autorisé par le ministre;

En conséquence, j'autorise la Municipalité de Chertsey à renouveler l'état d'urgence local déclaré dans le secteur du Lac Beaulne, le dimanche 23 avril 2023, à 16 h 30, pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 5 mai 2023.

Québec, le 25 mai 2023

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

79917